**Dossier 1**

Hatchuel fait deux grandes parties :

*I] Les trois révolutions qui ont façonné l’entreprise moderne*

Il part de la compagnie italienne pour aller ensuite vers l’apparition des manufacture et enfin au fondement de l’entreprise moderne.

Ces trois révolutions sont bien sur historiquement datées :

1] La compagnie italienne => XVe - XVIe siècle. 1492 => découverte de l’Amérique

Continent européen, sud de l’Europe et bassin méditerranéen, les Amériques, l’Afrique.

Transport maritime qui fait commerce de drap, de tissu, de métaux précieux, de céramique, des épices, d’esclave. Les compagnies italiennes sont les plus puissantes dans le commerces international parce qu’elles sont géographiquement au centre des échanges entre Afrique, Amérique et le reste de l’Europe. Autour du bassin méditerranéen, « Les échelles du levant » => Le Pont Euxin (proche Orient). Les échelles du levant sont les ports, notamment sur la mer noir, qui font commerce entre l’Italie et l’Orient.

Dans cette période la comptabilité est une comptabilité de caisse, de trésorerie. A partir du … siècle, on est avec des comptabilités de caisse, sans crédit, sauf sur de très grande transaction, donc la comptabilité en partie simple suffit. Avec la découverte de l’Amérique, les échanges se développe avec la nécessité d’attendre que le bateau parte de son port d’attache jusqu’ son port d’arriver. La notion d’engagement avec l’éloignement des distances clients / fournisseurs introduit notamment la notion de crédit. Le crédit apparait parce que’ il y a nécessité pour l’entrepreneur d’acheter les marchandises à des fournisseurs, de les transporter dans des contrées lointaine et ensuite de se faire payer. Il fait donc crédit à ses fournisseur, arrive en Amérique ou en Europe et se fait payer au moment de la transaction.

En 1494, la comptabilité ne partie double apparait (Lucca Pacioli). On n’est plus dans une comptabilité d’immédiaté des transactions. Elle introduit la notion de transaction vis-à-vis d’un tiers, à qui on demande ou on fait crédit. Ce sont les banquiers qui font commerce d’argent, et à cette époque les banquiers sont surtout italiens. Puis il y aura des banquiers hollandais, avec notamment la compagnie des indes, puis des banquiers israélites, et enfin des banquiers anglais. Les banquiers font crédit aux négociants => « Le prêt à la grosse aventure » (grosse = la cargaison + risque pris par le coût de la livraison). Ce sont des prêts usuraires (usure = intérêt + assurance).

Les musulmans n’ont pas pu être banquiers, donc en Orient, c’était les juifs et les chrétiens d’orient (grecques, arméniens)

Protestants = XVIe au XVIIe

Israélites =

Banques françaises d’affaire

La banque a soutenu le commerce international avant même que les grandes banques d’affaires existent. Les banques ce sont déplacées de l’Europe de l’est vers l’Europe du Nord. On empruntait sur une place, et on remboursait sur une autre place => apparition de la monnaie scripturale.

Monnaie métallique, puis monnaie fiduciaire (billets et lettre de change) et enfin structurale.

Billet à ordre = reconnaissance de dette à caractère commerciale.

Lettre de change = tireur (celui qui émet), le tiré (celui qui paye), le porteur (celui qui porte la lettre entre l’émission et l’échéance), le bénéficiaire.

2] La gestion des manufactures : C’est au XVII et XVIIIe siècle, Ce sont des établissements qui sont des émanations royales, notamment pour assurer le prestige du monarque. Ces manufactures font très souvent des produits de luxe : la cristallerie, la tapisserie, la céramique, la savonnerie.

Saint louis pour la cristallerie, les gobelins, Aubusson pour les tapisseries, manufacture de Sèvre pour les céramiques.

A coté de ces manufactures de types prestigieux, il y a des fabriques, des ateliers et des usines.

L’atelier peut être à domicile, à la campagne ou en ville. L’atelier de fabrication au moment de la protoindustrialisation chez le paysan ou chez l’ouvrier en ville qui fait travailler sa famille avec quelques outils rudimentaires. En hivers les terres ne peuvent pas être exploitées, et la famille travaille à la façon donné par un façonneur.

Prolétaire = *proles*, enfant/descendant en latin => celui qui a beaucoup d’enfant, de filiation.

Les fabriques apparaissent à la fin du XVIIIe. C’est une première mécanisation du travail. Dans les différentes étapes de la production, il y a des contremaitres et des chefs d’atelier.

Lire un truc sur la monnaie et sur le droit cambiaire. Michel Drancourt, *Histoire de l’entreprise*, Puf, 2002.

3] Les fondation de l’entreprise moderne : Fayol et Taylor

Les grandes entreprises arrivent à la fin du XIXe siècle aux USA puis en France avec le premier conflit mondial et la nécessité d’être productif dans les usines. Le travail est de plus en plus … Les notions de productivités du travail d’allocation optimale des ressources et de rémunération au rendement sont capitales. Il faut que l’ouvrier montre un certain niveau d’aptitude, de technicité et de savoir faire. C’est à ce moment là que s’établit de plus en plus une hiérarchie dans le travail. Cette dernière est fondée sur les maitrises des techniques. L’ingénieur détient le savoir. Il réfléchi à la meilleur combinaison possible des facteurs de production. Il donne a faire la production à des techniciens. Ces techniciens répartissent le travail en tâches spécialisé avec les ouvriers de leur atelier. Les ouvriers font des tâches très précises, récurrentes et simples. Ces ouvriers sont encadrés par un contremaitre. Viendra après l’automatisation des procès de production, et c’est l’arrivée du II de l’article.

*II]*

L’entreprise s’est constituée en société de capitaux, alors que jusqu’alors, elle était souvent une société de personne => Au XIXe siècle société en nom collectif (associés solidairement responsable) et la société en commandite.

Code de commerce de 1807, on mentionne la société anonyme. Mais il y avait très peu de SA puisqu’il fallait la permission du Roi. La levée de l’autorisation du Roi à lieu en 1866. En 1967, le droit de la société anonyme est réformé.

Il faut des capitaux pour financer le développement de l’entreprise. C’est la rupture entre ceux qui détiennent les capitaux, et ceux qui dirigent (les managers). Les associés donnent mandat à des dirigeants salariés de diriger l’entreprise => L’actionnaire attend de son capital un revenu constant et satisfaisant. C’est une logique courtermiste. Le manager vise une logique de long terme puisqu’il a besoin, pour assurer le développement de l’entreprise, d’investir (=> ça coûte à l’entreprise, donc ça baisse son résultat, et les dividendes).

Les grandes entreprises produisent une production de masse. Il faudra assumer cette production de masse à partir d’un investissement lourd, fortement standardisé. Les coûts d’investissement sont élevés et handicapent les niveaux de rentabilité attendus par les bailleurs de fonds (banquiers et capitalistes).

Il devient de plus en plus complexe de diriger de grandes entreprises installées sur le territoire international = difficulté d’adaptation, lourdeur des investissements nécessaire. On arrêt et on désintègre l’ensemble pour revenir à des petites structures. Mouvement de désintégration des entreprises = recentrage sur les métiers d’origine, externalisation des activités pour lesquelles on ne détient pas une compétence particulière. On délocalise les unités de production, et parfois même on expatrie ses cadres. C’est à ce moment là qu’on a parlé de l’éclatement des frontières de l’entreprise. Elle ne s’organise non plus comme un objet compact, massif de grande taille etc. Mais elle va partager des compétences avec ses concurrents et c’est l’arrivée des stratégies de type contractuel / partenarial. Ce sont de petites unités qui s’organisent un territoire et qui échangent des compétences et des savoir. On a donc à une plus grande flexibilité des unités de production.

1er aspect : L’entreprise comme panier de compétence (ou entreprise « apprenante ») => c’est par l’apprentissage continue et le développement de nouvelle technologie que l’entreprise se maintien pérenne. => politiques de formation constante et une politique de gestion des ressources humaines axée sur la valorisation des compétences

2e aspect : l’entreprise devient une institution ; C'est-à-dire qu’elle est un élément de la société, un fait social total. Autrement dit, elle joue un rôle de citoyen, puisqu’elle a un rôle économique (elle crée de la richesse), un rôle fiscal (contributeur), un rôle social (elle est un réservoir d’emploi), un rôle culturel (mécénat culturel/sportif), rôle sociétal (ne pas polluer son environnement), rôle d’éducation (formation continue de ses salariés). L’entreprise jour un rôle de citoyen et s’élève au niveau d’un rôle d’institution qui doit protéger ses acteurs dans son ensemble.

***Dossier 2*** ***: Développement durable***

La croissance dans l’économie française apparait à la fin du XVIIIe siècle, notamment à la fin de 1830 avec la monarchie de juillet et le démarrage de la révolution industrielle.

**La croissance** est fonction de la taille et de la technologie. L’entreprise est grande et puissante et tir des ressources qu’elle exploite => VA élevée. Mais la croissance ne s’entend que de l’évolution du chiffre d'affaire de l’entreprise. CE chiffre d'affaire lui donne une meilleure position sur un marché concurrentiel, mais on ne dit pas au bénéfice de qui la croissance a été assurée.

XIXe - 1914 puis les Trente Glorieuses (1945-1975).

La croissance correspond à la performance au bénéfice de l’entreprise. Certes, il y a eu des retombées sur le niveau de vie des populations dans lesquelles ces économies étaient prospères, mais c’était un effet secondaire. Le premier effet rechercher était un objectif de taille. C’est l’accroissement de la demande au sortir de la 2nd Guerre mondiale qui pousse les entreprises à augmenter leur taille.

**Le développement** ajoute à la croissance la notion de bien être. C’est une croissance au bénéfice de l’ensemble des acteurs économiques. Ce développement, on en parle depuis 1945.

« Welfare State » = important dans les années 1960. La grande question du développement par rapport à la croissance : À qui doit bénéficier les fruits de la croissance ?

On réfléchi déjà à une répartition des profits de l’entreprise.

LA croissance n’est pas remise en cause en tant que les ressources exploitée par les entreprises. Mais il faut que la croissance s’accompagne du bien être de la population dans lesquelles les entreprises sont implantées.

Par contre, avec le mouvement d’internationalisation de l’économie au XIXe siècle, les entreprises ont été conduites à s’implanter sur des territoire nouveaux, étrangers, sans que la population en tire un quelconque bénéfice. De ce mouvement de remise en cause des effets de la croissance, des groupes de pression apparaissent (lobbies), des politiques de concertation internationale apparaissent également pour assurer et maitriser les effets de la croissance, mais il y a aussi des lois sur la concurrence et des normes sur les produits qui voient le jours.

Le développement durable apparait dans les années 1980. 1957 : Club de Rome, et 1987 : Rapport Brundtland.

Contraire de durable = Temporaire. Dans durable il est sous-entendu que le développement à créer des instabilités et des déséquilibres.

Durable, parce que il ne doit pas être temporaire, et doit répondre aux instabilités créer. Durable parce qu’il ne doit pas être temporaire quant aux dégradations de l’environnement qui ne doivent pas se porter sur les générations futures. Que fat-on au plan international pour maitriser les instabilités et les déséquilibres et les rendre temporaire ? Que fait-on collectivement pour faire face aux instabilités set les déséquilibres, et pour les contenir ?

*Instabilité des marchés financiers* : Les marchés financiers sont impuissants face au caractère d’instabilité.

*Instabilité du marché monétaire* : Les accords Breeton Woods => les monnaies ne sont plus liées à une masse métallique. Les monnaies sont flottantes.

*Instabilité politique* : Instabilité du marché du travail, et du marché des matières premières (minière, pétrolière, gazières).

Cela crée des déséquilibres dans la société :

1. Le gouvernement des entreprises à l’intérieur et à l’extérieur de ses frontières ;
2. Reformulation des politiques d’éducation et de formation (harmonisation des savoir) ;
3. Révision de la législation sur les droits de la concurrence, le droit du travail ;
4. Aménagement de la politique de protection sociale.

En anglais : « Sustainable development ». => Concept récent, et défini en 1987 par le rapport Bundtland 🡪 Un développement durable est un « développement qui répond aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Autrement dit, l’objectif du développement durable est de définir des schémas de politique économique et sociale qui concilie les trois aspects économique, social et environnemental.

*Prise en compte du développement économique* : C’est la performance financière classique des entreprises (en termes de compétitivité, de capacité à mener des recherches et développement qui aboutie à des nouveaux produits). Mais c’est aussi la capacité à contribuer au développement économique de la zone d’implantation de l’entreprise et cela à tous les échanges de la société. Autrement dit, la composante économique est liée à la création de richesse (croissance) et à l’amélioration des conditions de vie matérielle (développement).

*Pilier social* : Quelles sont les conséquences sociales de l’activité de l’entreprise en son sein ? Pour les employés (conditions de travail, niveau de rémunération).

A l’extérieur de ses frontières : Pour les fournisseurs, les communautés locales, les clients.

On est passé d’un gouvernement d’entreprise *shareholding* à un gouvernement d’entreprise *stakeholding*. La composante sociale englobe, au-delà des frontières de l’entreprise, les domaines de la santé, de l’éducation, de l’habita etc.

*Pilier environnemental / sociétal* : On est à un niveau encore plus large. Autrement dit, on rechercher une compatibilité entre l’activité de l’entreprise et le maintien des écosystèmes. Il comprend une analyse des impacts de l’entreprise et de ses produits, en termes de consommation de ressources naturelles, de production de déchets et d’émissions polluantes. Autrement dit, l’entreprise doit se préoccuper de la composante écologique de ses stratégies, afin de préserver son environnement immédiat, les espèces et les ressources naturelles et énergétiques.

***La gouvernance d’entreprise***

Les différences sur les modèles de gouvernement d’entreprise sont liées à deux aspects, d’abord, la composition des actionnaires de la société anonyme. I peut se trouver que dans le capital social on est soit des institutions (par exemple des fonds de pension aux USA). Cela impose qu’il regarde de très près la rentabilité des capitaux investi, puisque c’est de ces intérêts que dépend cette capacité financière leur permettant de payer les fameuses pensions qu’ils doivent aux retraités américains qui sont membres de ces fonds de pension.

Dans le second modèle, il se peut que les actionnaires soient des établissements financiers, des banques, voire des sociétés d’assurance. On est passé par un système de désintermédiation bancaire. L’objectif des banques ici est de contraindre dans sa gestion l’entreprise pour qu’elle ne prenne pas des orientations risquées (pour qu’elle ne mène pas des stratégies qui la conduiraient à être insolvable)

Le modèle français : Ce sont d’autres sociétés anonyme et des actionnaires privés qui sont au capital social de l’entreprise. Ici, c’est principalement le conseil d’administration élu par les actionnaires, qui dispose des objectifs de l’entreprise. C’est plus dispersé comme situation puisque ça dépend des orientations des sociétés anonymes de la société A. En général les objectifs sont des répartitions de risque. Elle acquiert dans les entreprises les plus performantes du secteur des parts sociales => diversification de type financier. 🡺 L’assomption du risque. Pour B la détention de part de A apparait dans les immobilisations financières du bilan de B.

Les actionnaires privés, en général très fortement réparti dans le public, sont soit majoritaire, soit minoritaire. Ils peuvent se constituer en groupe d’actionnaires minoritaires et se faire représenter en justice pour défendre leur intérêt.

***I] Qui sont les agents mandatés par les actionnaires ?***

Les travaux économique sur le thème de la gouvernance des entreprises est le résultat de la constatation empirique de la dissociation de plus en plus forte entre, d’une part, la propriété des firmes, et d’autres part, la gestion de ces mêmes entreprises, qui est le fait des agents mandatés par les actionnaires, et qui sont donc des cadres dirigeants, salariés (les agents des principaux).

On distingue les firmes traditionnelles = firme entrepreneuriale

Et les firmes dites modernes, contemporaine = les firmes de types managériales.

Les firmes entrepreneuriales sont celles pour lesquels les propriétaires sont également les gestionnaires.

Trois caractéristiques : L’entrepreneur possède sa firme, autrement dit, il a des droits de propriété largement majoritaire sur les actifs non humains utilisé pour la production. Il a très souvent le statut de commerçant. => Société en Nom Collectif ou dans les Société en Commandite Simple.

2e caractéristiques : ce dirigeant dispose en principe d’une compétence qui est à l’origine de la création de sa firme.

3e aspect : il est le créancier résiduel, en ce sens où sa rémunération personnelle, qui s’assimile au profit, à ce qui lui reste lorsqu’il a couvert l’ensemble de ces coûts. Autrement dit, le propriétaire-entrepreneur supporte le risque inhérent à l’activité économique. Ce risque pouvant aboutir sur des bénéfices mais aussi sur des pertes.

Firme de type managériale : Il y a une distinction nette entre l’équipe qui dirige et les détenteurs des droits de propriété. La firme managérial apparait le plus souvent lorsque la firme, organisée sous forme de société de capitaux (SA, les SARL, les Société en Commandite par Actions, et Société par Actions Simplifiées), on besoin de nouvelles ressources de financement. Elles ouvrent donc le capital social à de nouveaux actionnaires, et apparaissent les premiers conflits actionnaires/managers.

En effet, les droits de propriété et le pouvoir de gestion se séparent.

***II] Quels sont les relations actionnaires / managers ?***

*1] Les divergences d’objectif*

Les premiers à parler de cette divergence. Berle et Means rendent compte de la mutation du capitalisme industriel => du passage de la firme entrepreneuriale à la firme managériale. Ils proposent donc une analyse en termes de relation d’agence entre les propriétaires et les actionnaires. Les actionnaires sont les mandants, et les managers sont les mandataires. Autrement dit, les premiers assument une fonction d’assomption du risque.

Les actionnaires sont en dehors des frontières de l’entreprise. Tandis que les managers sont dedans, et doivent y entrer pour pouvoir la diriger. Comme les managers sont les mieux informés et qu’il est difficile de contrôler leur action. Ces dirigeants sont en mesure de maximiser leur propre fonction d’utilité. Cette relation bilatérale renferme donc les conflits d’objectif suivant :

1] Les managers peuvent s’octroyer des rémunérations trop importantes ou des avantages en nature non justifiés.

2] Les managers peuvent accepter le financement de dépenses somptuaires.

3] Les politiques d’investissement qui seraient non conforme au principe de maximisation du profit => problème de délocalisation des entreprises absolument rentable mais qui décident d’aller fabriquer ailleurs parce que ça leur coute moins cher.

4] Les managers et les actionnaires présentent une attitude vis-à-vis du risque très différent.

Pour les managers, la totalité du capital humain est investie dans une même firme. En revanche, les actionnaires principalement pour les grandes sociétés anonymes investissement seulement ne fraction de leur richesse dans une société.

Les managers seront tentés de privilégié les investissements dont la rentabilité est certaine, au détriment d’autres investissement qui présente un taux d’investissement supérieur sont néanmoins plus risqué. La encore, les actionnaires risquent dans cette situation d’être lésé par cette politique prudente d’investissement.

5] Enfin, les managers peuvent être tentés de conserver dans la firme des sureffectifs par crainte de conflits sociaux Une telle politique est également contraire à l’objectif de maximisation de la valeur de la firme attendu par les actionnaires.

*2] Les mécanismes de résolution des conflits*

Mécanismes de résolutions des conflits. => problème de théorie de l’agence => grande partie des débats qui s’élabore sur les débats de la gouvernance. On appelle « corporate  governance » la politique qui porte sur les moyens par lesquels les fournisseurs de capitaux d’une firme peuvent s’assurer de la rentabilité de leur investissement. C’est la logique shareholder => ce modèle défend les intérêts des détenteurs d’actions.

Ces analyses en terme de relation d’agence ont conduit à la mise en place d’un certains nombres de dispositifs qui doivent permettent de résoudre les conflits.

La vigilance de l’Etat est la loi de sécurité financière et la loi NRE. Il impose des réglementations notamment en matière de production de documents comptable et financière. Il met en place des organismes de surveillance des marchés financiers chargés de veiller à la bonne information des sociétés de capitaux.

Les marchés de bien et service interviennent également…

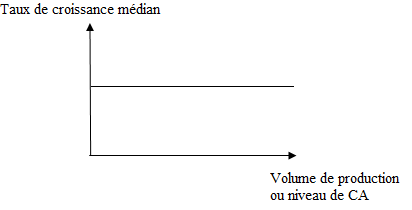
Marché financier : La décapitalisation boursière (perte de valeur sur le marché boursier) peut conduire à un OPA d’une société concurrente.

Le marché du travail des dirigeants. S’ils sont mauvais gestionnaire => risque d’OPA, et risque d’éjection du président et de ses acolytes.

A l’intérieur des frontières de l’entreprise : La théorie des contrats et la théorie de l’asymétrie d’information. => « vigilence réciproque », entre les acteurs, qui disposent d’information asymétrique.

***Compétitivité et rentabilité***

La compétitivité est la mesure de la capacité de l’entreprise a être positionnée sur un marché concurrentiel s’y maintenant et de développer sa part de marché relative ou absolue. Autrement dit, être compétitif est être efficace sur les marchés qui constitue son portefeuille d’activité. On peut donc dire que l’entreprise atteint un niveau de performance économique satisfaisant si elle est en position de part de marché relative supérieur à 1 sur un domaine d’activité de son portefeuille, et qui constitue son métier principal, sa compétence distinctive.



La part de marché absolue

La part de marché relative est une position de marché =

(firme qui vient juste devant/derrière elle (= sa concurrente immédiate)

BCG en 4 produits : Canard boiteux, vaches à lait, dilemmes, star, étoile, nouveaux

Produit nouveau : Compétences distinctives forte mais la vitesse de croissance n’est pas atteinte !

Produit star : Position satisfaisante, mais plusieurs concurrent sont arrivés, donc le produits va atteindre sa phase de maturité

Produits dilemmes : soit on est capable de relancer le produit en retransformant sa technologie. Soit avant d’arriver à la « déclinité » de la courbe, on retire le produit.

La position concurrentielle devient défavorable (si on fait un retrait on sort du marché, bien els ressources financières ne sont pas suffisante pour relancer la nouvelle phrase de produit).

Canard boiteux : Produits qui rapportent rien, mais on les garde parce qu’ils représentent l’image de la société.

1er hypothèse : Il n’y a pas de rentabilité sans compétitivité.

2e hypothèse : la compétitivité est développée à partir du dégagement de gain de productivité (si il y a un gain de productivité alors la compétitivité augmente).

3e hypothèse La compétitivité peut être développée à condition que l’entreprise soit, d’une part, en situation de croissance, sur ces autres marchés, ou qu’elle soit elle-même sur un marché porteur.

Autrement dit, il y a compétitivité existe dans deux situations : L’entreprise est en situation de croissance (autrement dit, il y a dégagement de flux financier positif) ou/et l’entreprise est sur un marché porteur.

Il n’y a pas concomitance entre la rentabilité et la compétitivité. On est rarement compétitif en même temps qu’on est rentable. ***La rentabilité*** est un résultat dégagé compte tenu des moyens engagé[[1]](#footnote-1). La rentabilité renforce l’entreprise parce qu’elle accumule des résultats au-delà des moyens mis en œuvre.

La rentabilité est de deux formes :

**~ Une rentabilité économique =**

**~ Une rentabilité financière générale =**

**~ Une rentabilité financière sur Capitaux Propres =**

Un capital est un apport de fonds ≠ une ressource est une disponibilité.

Cherche dans le dico la différence entre : capitaux, ressources, disponibilité, liquidité

Si la rentabilité est suffisante, cela permet à l’entreprise l’autofinancement.

Capacité d'autofinancement – dividende = Autofinancement

Cet autofinancement autorise l’acquisition de nouveaux investissements. Par l’autofinancement, l’entreprise devient plus compétitive, puisqu’elle offre une production plus importante (il ne faut pas qu’il y ait de méventes). C’est par l’investissement que l’entreprise mène une politique de croissance qui devrait assurer à l’entreprise des gains de compétitivité.

Il faut accumuler de la rentabilité pour investir.

***La productivité*** est le rapport d’une production sur des moyens mis en œuvre. Cela correspond à l’efficacité technique de l’entreprise au regard des investissements qu’elle a déployé.

Productivité =

Productivité du facteur travail =

Productivité du facteur travail =

Il y a gains de productivité durant un exercice sir la production de l’exercice augmente à moyens constants, ou si la production de l’exercice augmente plus vite que le poids des investissements mis en œuvre.

On contracte les moyens de production, mais la production stagne ou diminue (licenciement). Si l’entreprise fait des gains de productivité, elle est en mesure de dégager une production plus satisfaisante que la concurrence. L’entreprise est efficace ET efficiente.

Si l’entreprise est compétitive, on suppose qu’elle a une position de marché plus confortable que la concurrence (sa part de marché relative est supérieure à 1). Ce qui lui permet de procéder à des stratégies offensives, grâce aux flux financiers dégagés sur son activité.

Autre cas de figure : Sur un marché porteur, juvénile, la situation de concurrence est très forte, le taux de croissance est soutenu. Cela attire un grand nombre de concurrents (taux d’attractivité fort qui conduit à une forte concurrence sur le marché). L’entreprise peut, si elle est compétitive, soutenir le taux de croissance, ou, pour y parvenir, racheter les plus faible.

***Les fondamentaux de l’évaluation de la performance des entreprise une perspective historique***

Il y a plusieurs critères de performances de l’entreprise. Mais attention, pour un groupe d’acteurs donnés prévaut un indicateur de performance. On considère 4 facteurs de performances : La croissance, la rentabilité, la solvabilité, et la compétitivité.

Les managers sont intéressés par ***la croissance***. La croissance de l’entreprise permet une entreprise plus grande, ce qui autorise un meilleur statut pour le manager, ainsi que des possibilités de promotion, et une rémunération plus importante.

***La rentabilité*** intéresse les associés : Les détenteurs de titres qui attendent, chaque année, une rentabilité de leurs apports suffisante pour satisfaire leurs propres intérêts. Les fonds de pension américain rémunèrent leurs membres sur les dividendes qu’ils ont reçu dans l’année. => Modèle s*harehoding*

***Solvabilité*** : Modèle rhénan => Les établissements bancaires prennent des participations dans l’entreprise pour s’assurer que les emprunts octroyés à l’entreprise seront remboursés. Il se peut même que si l’entreprise ne pouvait pas payer, elle transforme sa dette en distribution de titres (titrisation).

***La compétitive*** : Elle intéresse les salariés et les managers, parce que les entreprises compétitives embauchent. Mais c’est aussi intéressant pour l’Etat => dans la mesure où l’entreprise est compétitive, elle dynamise un bassin d’emploi, et donc elle est fiscalisable.

Les critères de performance d’une entreprise ont évolué ! Il y a une histoire de la performance de l’entreprise. Au XIXe siècle, les entreprises sont à capital fermé et les associés sont de la même famille. A ce siècle, les entreprises cherchent à être SOLVABLES ! La faillite, c’est mal, c’est le déni de l’honneur définitif ☹ La solvabilité était le seul critère de performance. Pendant la 1ere partie du XXe siècle, on cherche la croissance ! L’entreprise peut-elle grandir après la 1er Guerre Mondiale ? (Alfred Sloan, Alfred Chandler).

Après la 2nd Guerre Mondiale, c’est la compétitivité qui est recherché ! Il faut être compétitif, faut devenir come Picsou elle a dit la prof, on prend des marchés aux autres !

Année 1975-80 : la croissance est rompu, il y a trop d’offre par rapport à la demande. Dans cette période on cherche la rentabilité. L’entreprise doit gagner de spart de marché, certes, mais sans perte de rentabilité => internationalisation des marchés, déploiement des firmes jusqu’alors nationale, sur d’autres territoires. Ce qui est bon pour un grand groupe Français internalisé, n’est pas toujours bon pour la France ☹ (délocalisation).

Si on cherche la compétitivité (si on veut développer une compétence distinctive), les stratégies mises en œuvre seront plutôt de chercher à se spécialiser et à être gros !!!!!!

Croissance par la diversification. On se diversifie sur différents marchés qui ont des taux de croissance successivement intéressant. On répartie son risque économique. Parce que quand le marché ou je me suis spécialisée arrive en phase de maturité, je suis dans la mouise !

La solvabilité suppose qu’on est déjà une position de marché satisfaisante. Donc on est compétitif, mais on a recentré ces différentes activités sur un métier principal. => Stratégie de niche, externalisation, stratégie de différenciation de produit (on fait qu’un produit correspondant à un type de clientèle).

La rentabilité est arrivée avec les stratégies de partenariat. Parce que la rentabilité est souvent malmenée par une seule activité, une grande taille et internationalisée, dans un marché fortement concurrentiel (=> retournement des années 1980). Pour être plus réactive, plus flexible, les entreprises ont désintégré, externalisé, introduit des formes de flexibilité (spatial, temporel, par l’emploi). Plutôt que de se faire concurrence avec les compétiteurs sur le marché, les entreprises ont engagé des stratégies de type contractuel. Cela aboutie à une forme de maillage, de réseau d’entreprise.

Comment l’entreprise dégage de la valeur ? Analyse de Mickael Porter !

Notion de Goodwill => Notion d’investissement immatériel. Sont des investissements immatériels des dépenses réalisées par l’entreprise, mais qui n’apparaissent pas au bilan de l’entreprise comme investissement ; alors qu’ils sont créatifs de valeurs pour l’entreprise.

Ce sont les dépenses de formation, les dépenses de marketing, les dépenses de valorisation de la marque, et certaine recherche appliquée.

Elles sont en charges, ce qui baisse le niveau de résultat et donc baisse de performance économique de l’entreprise, notamment en termes de rentabilité. Le résultat apparait dans les capitaux propres moins qu’il n’y parait dans la réalité de la valeur de l’entreprise. On est dans une situation disparate dans laquelle l’entreprise crée et augmente sa valeur et où son résultat diminue.

Quand elle fait une politique de formation, ce sont les compétences humaines qu’elle valorise.

Les dépenses en Recherches et Développement, l’entreprise serait incapable d’être compétitive en sortant de nouveaux produits. Par en investissement les dépenses qui ont une probabilité d’aboutir sur les nouveaux produit (recherche appliqué). Mais la recherche fondamentale qui est en amont de la recherche appliqué est mise en charges alors qu’elles sont le moteur de l’entreprise dans 10 ans !

La notoriété, l’image de marque, permet l’arriver de nouveaux clients.

Ces 4 catégories sont des investissements immatériels. Le goodwill est un indicateur de gestion des entreprises qui intègre, dans le calcul de la valeur de l’entreprise, les investissements immatériels (pas à l’actif du bilan).

Notion de VA, mais pas seulement comptable. La VA au coût des facteurs de production, la VA globale, et la VA banque de France. Bookin de Gérard Charreaux de Gestion fi.

L’EVA = p47 de la brochure. L’EVA est une valeur ajoutée calculée par la différence entre le résultat d’exploitation après impôt sur le bénéfice, et les coûts des capitaux employés (fonds propres et dettes).

La MVA est la valeur crée pour l’actionnaire => C’est la valeur ajoutée boursière. Cet indicateur mesure la différence entre la valorisation boursière des capitaux investis et leur valeur comptable. La différence représente donc la valeur ajoutée boursière.

Valeur ajouté comptable = Marge commerciale + production de l’exercice – Consommation de l’exercice en provenance des tiers [ Compte de gestion – charges, compte 61-62, « Services extérieurs » « auteures services extérieurs ».

VAG (valeur ajoutée globale) = « coûts des facteurs «  => problème des redevances de crédit bail (compte 612) ; Porlbème de charge de personnel intérimaire (copte 62)

La VAG est calculée, compte tenu des seuls facteurs de production dont l’entreprise a bénéficié au titre d’un contrat de propriété, elle est responsable de son équipement ou au titre d’un contrat d’embauche.

Pour la VAG on ne tient pas compte ni des redevances de crédit bail, ni des charges de personnelles intérimaires.

La Banque de France fait l’opposer intègre ces deux éléments dans le calcul de la VA, et considère les entreprises qui embauche du personnel intérimaire, ou qui utilise des biens en crédit bail comme similaire, comparable aux entreprises qui ne recours pas à ces services. Autrement dit, elles intègrent aux équipements le poids des biens loués et dresse des bilans avec des amortissements sur ces biens (comme si les entreprises étaient propriétaire de ces biens) ; et par ailleurs, les intérimaires participent des charges de personnel de l’entreprise.

Les investissements immatériels => Recherche et développement, frais de formation, frais de valorisation (mécénat => on encourage des sportif par exemple !) et frais de marketing. Elles sont en registrées en charges, ce qui engendre une baisse du niveau de résultat et donc baisse de performance économique de l’entreprise, notamment en termes de rentabilité Ces dépenses appelées investissement immatérielles pourraient figurer à l’actif patrimoniale parce que elles sont génératrices de valeur pour l’entreprise. Les analystes financiers appellent Goodwill le surplus de valeur lié aux investissements immatériel. Autrement dit, « ils activent » des charges ne les retirant du Compte de Résultat pour les porter au bilan.

La COB n’existe plus = Maintenant c’est l’Autorité des Marchés Financiers (AMF)

*Résultat d’exploitation*

Excédent brut d’exploitation + autres produits d’exploitation (75) + reprises sur amortissement et provision (781) – les autres charges d’exploitation (65) – les dotations aux amortissements et provision à caractère d’exploitation (681).

On part d’un résultat économique qui n’intègre pas la politique de l’état (prélèvement obligataire) ni le poids de la politique financière de l’entreprise.

EVE = Résultat d’exploitation – intérêt sur emprunt – dividendes versées aux actionnaires – Tous les prélèvements de l’état (impôt sur le bénéfice + impôt indirecte (compte 63).

On enlève l’impôt sur le bénéfice et les coûts des capitaux employés. Attentiooooon !!! Dans les coûts des capitaux employés on a les fonds propres et les dettes. Les coûts des dettes = intérêt versé sur emprunt (compte 661).Le coût des fonds propres correspond aux dividendes versées aux actionnaires.

L’MVA correspond à la valeur boursière. C’est un indicateur boursier (contrairement à l’EVA qui est un indicateur économique) du titre d’une société. Cela peut être très différent de l’EVA, si l’entreprise est très notoriétisé !!!!!

MVA = Capitalisation boursière des capitaux investis – valeur comptable des actifs = Nombre de titre sur la SA\*Valeur Boursière jour – Valeur comptable des actifs = Valeur d’Origine du bien HT – ensemble des amortissements pratiqués

***Dossier 6***

Sur le problème d’adaptation : Capitalisme managérial, régulation, capitalisme actionnarial.

Capitalisme managérial => Il se définie comme la prééminence du rôle des managers dans la définition des modes de développement de l’entreprise, en vertu de l’asymétrie d’information entre managers et actionnaire. Les managers sont plus puissants pour déterminer l’orientation de l’entreprise à leur avantage. Ce capitalisme managérial prévaut des années 1940 aux années 1980, au moment de l’apparition de la notion de gouvernance d’entreprise.

Régulation => La nécessaire régulation s’est imposée compte tenu de plusieurs dysfonctionnement et/ou instabilités.

1] Instabilité des monnaies internationales (sur la parité entre les monnaies) de plus en plus forte.

2] Instabilité liée à l’accélération et au développement des échanges de flux financiers, notamment, en raison de l’internationalisation des entreprises.

3] Désintermédiation bancaire => Les banques n’ont plus le monopole de la distribution du crédit. Les compagnies d’assurance peuvent intervenir et alloué du crédit. Et les entreprises elles-mêmes peuvent => billet de trésorerie (acte par lequel une entreprise prête à une autre qui s’engage à rembourser).

4] Le poids le plus en plus important, dans le capital social, des SA américaines des fonds de pensions qui imposent à ces société de dégager un taux de rentabilité financière élevée.

La régulation avait pour objet d’amortir ces dysfonctionnements et instabilités en contrôlant, en supervisant, le nouveau rôle des actionnaires (plus élevé, plus puissant, plus exprimé) dans la gestion des entreprises. Autrement dit, face au développement du capitalisme actionnarial, la loi française, dite de nouvelle régulation économique veut atteindre plusieurs objectifs.

1] Imposer aux entreprises un reporting social et environnemental à l’adresse des actionnaires, et de la société dans son ensemble. Le reporting social donne des informations sur : les relations professionnelles et le bilan des accord collectifs ; l’évolution des effectifs salariés ; l’organisation du temps de travail ; les conditions d’hygiène et de sécurité ; la formation ; le recours à la sous-traitance.

Sur le reporting environnemental => informations sur les conséquences de l’activité de la société sur l’environnement (les externalités négatives). L’entreprise doit dire quelles ont été les mesures prises pour limiter les atteintes à l’équilibre biologique. => demande de certification à l’Etat : Norme ISO 14 000. Les entreprises doivent aussi communiquer sur les mesures prises pour assurer la conformité de la société aux dispositions législatives. Cela ne concerne que les entreprises, qui par nature, sont polluantes. Dans leur reporting environnemental, les entreprises communique également quelles ont été les dépenses engagées pour prévenir des risques de pollution. Comptablement, les entreprises sont obligées de provisionner et de prendre des garanties pour les risques en matière d’environnement (=> droits à polluer). Le conseil national de la comptabilité a écrit pleins de textes pour voir comment on passe ces écritures ! L’entreprise doit aussi dire quel sont le montant des indemnités versées durant l’exercice en exécution d’une décision judiciaire en matière d’environnement.

Le président et le directeur général ont des rôles bien distincts :

*Le président* du conseil d’administration a un rôle de représentation de l’entreprise vis-à-vis des actionnaires. Il doit s’assurer que l’exercice du pouvoir au sein du conseil d’administration est respectueux des statuts. Par ailleurs, il organise et dirige les travaux du Conseil d’Administration. Dans ces missions, il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s’assure que les administrateurs sont en mesures de remplir leur mission, leur fonction.

Dans ces attributions *le Président* assume la direction générale de la société. Autrement dit, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société qu’il représente à l’égard des tiers.

Autrement dit, la réforme établit une dissociation des fonctions de président et de directeur général. L’un surveille ce que fait l’autre qui dirige. Leur responsabilité pénale peut être mise en œuvre, surtout concernant le directeur général. Par ailleurs, al responsabilité pénale de la société peut également être engagée !! La société est une personne morale, on l’attaque globalement sans avoir à identifier les responsabilités individuelles.

Modèle allemand : Directoire et conseil de surveillance.

Modèle anglo-saxon : Conseil d’Administration et Président.

Avant il y avait confusion, chevauchement, des rôles entre le Président et le DG.

La transparence vise notamment les actes de gestion des managers mandaté par le conseil d’administration. Cela renvoie à un principe de gouvernance d’entreprise. Ces principes organisent la transparence autour de 3 orientations :

1] *La rémunération des dirigeants* => pas seulement les salaires, mais aussi en matière d’avantage en nature, stock option. Les jetons de présence perçu par les administrateurs défini aussi leur rémunération.

2] *Les conventions entres les sociétés et leurs dirigeants*. Si ces conventions présentent un risque majeur pour le patrimoine social (sur les effectifs, les compétences). Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales échappent à toute procédure de contrôle. Les conventions dites règlementées doivent être protégées et soumise au conseil d’administration. Pour les conventions, le commissaire au compte doit faire un rapport.

3] *L’identification des actionnaires*. Les sociétés françaises peuvent connaitre l’identité de leur actionnaire non résident en France, souvent représenté par un intermédiaire.

La loi NRE est promulguée ne Mai 2001, mais le décret est entré en vigueur en Février 2002. La mise en application effective s’est faite eu 1er Janvier 2003 pour les exercices ouvert à partir du 1er janvier 2002. Elle est tardive aussi parce que les scandales financiers avaient déjà eu lieu.

Limites de ce dispositif : Trop globale + faiblesses

C’est une loi fourre-tout dans la mesure où elle traite d’élément de gestion d’une entreprise qui relève de plusieurs dimensions. D’abord un reporting social, ensuite un reporting environnemental, puis un reporting sur la direction de l’entreprise, et enfin un reporting sur les actions mises en œuvre par les actionnaires. A vouloir tout faire, la loi est devenue difficilement compréhensible, surtout par les spécialistes de chacun des domaines. Elle a alors été suivie de la loi de sécurité financière (LSF) qui a précisé un ensemble de démarche. La loi LSF impose aux entreprises de rendre compte sur les procédures de contrôle interne mise en place par la société en matière de circulation de l’information. Sont évoqués les risques opérationelles (quand les système d’information sont partagés, quels sont les risques opérationnels qui peuvent être subit ?), les risques juridique (droit des obligations), les risques fiscaux et règlementaires (notamment lorsque les bénéficent ont été réaliser dans une zone géographique et qu’ils sont reportés dans une autre zone), les risque stratégiques et de réputation. Le système d’enregistrement comptable doit être détaillé. L’objectif était de fournir une information plus complète à l’adresse des investisseurs.

Faiblesse de la loi NRE :

Pas de sanction sauf si un groupe d’actionnaires (qui détiennent au moins 5% du capital) dénonce en justice.

Le manque de dispositif de contrôle notamment pour le tribunal de commerce. Ce dernier n’intervient que sous le poids de la demande des actionnaires.

Pour contourner le dispositif de la loi NRE, il est possible de s’organiser en société par action simplifiée, qui permet des organes de surveillance et de direction plus souples, et qui autorisent également aux administrateurs d’exercer dans d’autres sociétés qui ont des participation dans la 1ere.

**DOSSIER 7 LES INVESTISSMENTS IMMATERIELS**

LA NOTION D’INVESTISSEMENT

Il faut distinguer 3 grands types d’investiss : les investissements matériels, immatériels et financiers. Plutôt que de parler d’investissement il faut parler de dépenses d’invessti que de dépenses d’invest. Elle s’oppose aux dépenses d’exploitation : dépenses à caractères définitif engager pr assurer la gestion courante normale de l’entreprise qu’on appelle en compta des charges d’exploitation en dehors des charges calculées. Les dépenses d’exploitation sont variables ou fixes cad qu’elles sont liées au niveau d’act ou indépendante du niv d’activité.

Les dépenses d’investissement :

* à caractère matériel : elles sont consacrées à l’obtention ou à la mise à disposition de bien matériel ou d’actifs réelles qui sont soient destinées à servir durablement dans l’entreprise ou encore à être inclus dans le produits finis ou à être consommées au cout du processus de fabrication
* à caractère financier : affectées à l’obtention des actifs monétaires et ou financier ou encore à la rémunération d’un service ayant un caractère financier (versement des dividendes, achat de VMP).
* A caractère immatériel : consacrées à l’obtention de service immatériels non financier ou encore consacres à la constitution ou a l’acquisition des actifs immatériels (achat d’une marque ou le rachat, l’achat de panneaux publicitaire mobile ou immobiles).

QUELS SONT LES ACTEGORIES DE DEPENSES IMMARTERIELLES

3 types :

* Les dépenses de recherche et développement

Elles sont constituées de ttes les dépenses qui fiance les travaux de recherche entreprise pour accroitre les connaissances scientifiques et techniques (renforcement des compétences techniques ou technologiques de la firme, doci et winter : firme apprenante), ainsi que pour rendre exploitable ces connaissances par l’entreprise.

2 catégories : la recherche et développement appliquée, la recherche et developpement à caractère fondamentale

A la recherche et developpement appliquée

Aboutie par son projet d’élaboration de nouveaux projets ; elle constitue pr l’entreprise un investissement immédiat à rentabilité différé et rentre en conséquent ds les investissements immatériels.

B la recherche et développement fondamentale

Pr laquelle il n’y a pas d’application immédiate ou différé ni prévisible, ne constitue pas des investissements immatériels ms des charges jusqu’ ce qu’un …. Industrielle, commerciale se profile. L’année où la recherche fondamentale donne des perspectives concrètes d’aboutissement elle devient un investissement immatériel.

* Les dépenses de formation et de développement des RH

C dépenses de formation sont obligatoires dans certaines entreprises selon des critères de taille et de structure juridique, cela se traduit par un impôt de la formation.

Ces dépenses de formation sont ciblées par type de salariés et peuvent se produire soit sur des stages de formation externes soit en continu sur une période courte à l’’interieur de la firme.

2 objectifs :

- améliorer la compétence des salariés

- augmenter la motivation des individus qui sont déjà ds l’entreprise ou qui vont être apte à y travailler.

LE PRINCIPE DE PETER

Un insiders (un cadre déjà employé) relève régulièrement du principe de PETER compte tenu de l’évolution des exigences du poste qu’il tient. En conséquent il doit être réactif et partir régulièrement en formation pr échapper à une décharge trop grande entre le profil du poste et la capacité à tenir ses fonctions.

LA COURBE D’APPRENTISSAGE

Courbe sur laquelle se situe un salarié avant d’atteindre la compétence requise pr son poste. Pendant la courbe d’apprentissage il est en formation.

LE NIVEAU D’INCOMPETENCE

Apres la courbe d’apprentissage, le salarié tient son poste et est confronté régulièrement à des problèmes nouveaux (nouvelles technologies, équipements). Dans ces circonstances il peut être soumis à des pressions qu’il ne peut pas régler. On dit alors qu’il a atteint son niveau d’incompétence autrement dit qu’il doit repartir en formation pr renouveler les aptitudes qu’il présente à un poste.

Si l’entreprise n’assure pas en interne ou en externe ses obligations en formation, elle doit reverser la somme due à des organismes de formation habilités. (Compte 63)

Ces dépenses sont considérées comme des investissements dans la mesure où elles augmentent la valeur du k humain de l’entreprise considérée comme un goodwill notamment s’il y a risque de fusion, d’absorption ou de ramassage boursier. Le conseil national de la comptabilité recommande d’enregistrer ces dépenses de formation en immobilisation et les amortissements sur la durée d’apprentissage complète du salarié.

* Les dépenses de promotions commerciales (dépense de notoriété ou d’image)

Elles correspondant aux dépenses engagées en vue d’améliorer la capacité des produits de l’entreprise, à dégager des revenus soit en termes de quantité vendue supplémentaires (effet quantitatif), soit en termes de prix de vente supérieur.

Pourquoi ces dépenses à caractère fondamentale immatériel devraient être considéré comme des investissements et non comme des charges ?

TRAITEMENT COMPTABLE

CHARGES : N définitif, abaisse le niveau de rentabilité de l’entreprise, rentabilité : pdt-charges ; baisse du niveau de l’Enterprise, de rentabilité financière, de rentabilité économique

Ambigüité entre objectifs et résultat

INVESTISSEMENT IMMARTERIEL : passe à l’actif du bilan, deux conséquences : 1 renchérissement du patrimoine de l’entreprise, résultat : actifs – passif ; 2 renforcement du patrimoine humain technique, augmentation du résultat, augmentation de la rentabilité : goodwill car augmentation de l’attractivité de l’entreprise d’une année sur l’autre.

C investissements immatériels peuvent être amortis selon des règles définies par la commission européenne.

**2 autres types d’investissement plus controversé :**

Les dépenses d’organisation et de gestion : sommes destinées à financer la conception de nouveaux système de gestion, de nouveaux système de traitements de la formation, ou encore des systèmes de réengenering. C dépenses améliorent la compétence de l’entreprise en termes de gestion des actifs humains, et à ce titre constitue des investissements immatériels.

Les dépenses liées au processus de production : ex : mise au point de nouveaux procédées de production, renouvellement de l’organisation physique des postes de travail, de production. Selon le plan comptable générale 1982 l’enregistrement de ces dépenses constituent des charges … ms depuis 2001, les grandes entreprises cotées en bourse sont tenues de présenter leur comptabilité selon les normes IFRS : il s’agit d’harmoniser les standards de présentation comptable, des rapports d’act, des groupes de soc, à l’adresse des actionnaires. Ces normes IFRS peuvent modifier les principes du plan comptables. Elles ont pr objet de donner à l’entreprise une image la plus proche possible de sa valeur économique. On dit qu’il y a prééminence de l’économique sur le juridique. C la notion d’image fidele de l’entreprise : on remplace la valeur du patrimoine de l’entreprise fondée sur le cout historique par une nouvelle valeur appelée image fidele qui donne une valeur actualisée et économique.

LES GRANDS PPES DE LA REFORME DITE DES IFRS

Ils touchent notamment à l’évaluation des actifs deux aspects :

* comment pratique t on ?
* comment pratique t on ? (tu t répété)

Selon les normes IFRS les actifs ne sont plus évalués aux couts historiques ms à leur valeur économique.

Les amortissements de ces valeurs économiques évoluent. La définition de l’amortissement du PCG82 a été modifiée. Alors que pour le PCG 82 l’amortissement correspondait à la récupération d’un cout il y a désormais la constatation de la consommation des avantages économique attendus de l’actif. Pourquoi on récupère la valeur d’origine ? Augmentation du prix de vente intègre l’amortissement, on récupère donc dans le prix de vente une somme non décaissée et ca permet de renouveler à l’identique.

La notion de plan d’amortissement disparait, il est remplacé par la constatation de la dépréciation réelle constatée chaque année. L’amortissement correspond à une dépréciation économique et comptable. La dépréciation des actifs à caractère provisoire (provisions). Le ppe de prudence est toujours en vigueur (enregistrement systématique d’un risque de perte de valeur). Mais les appréciations avérées sont un bien, validé par le marché, son également enregistrer.

**DOSSIER 8 LA PLURALITE DES FORMES DU CAPITALISME**

Le capitalisme, système économique et social qui domine sur le globe.

Il existe plusieurs formes de capitalisme. La pertinence de s’intéresser à ces différentes formes du capitalisme est que cela permet d’expliquer comment certains pays ont pu s’enrichir à cause du choix de l’une des formes de capitalisme. Cela permet d’expliquer les spécificités sur le marché du travail, le marché financier, les relations interentreprises par exemple. Plusieurs théories expliquent les différentes formes et prennent part à des avis différents quant aux différences des formes de capitalisme ou au contraire leurs similitudes. Ces théories s’intéressent également aux évolutions de ces formes.

Ce sujet a une portée assez étendue. Il a un aspect économique car le capitalisme est un système économique qui peut permettre d’expliquer la croissance d’un pays, sa conjoncture. Ce sujet a aussi un aspect gestionnaire dans la mesure où les différentes formes de capitalisme peuvent expliquer l’organisation des entreprises et les relations des entreprises. Et enfin le dernier aspect que nous révèlerons est l’aspect socio-historique car l’adoption d’un pays une certaine forme de capitalisme dépend de son environnement social, de son histoire, sa culture,…

**«**Le capitalisme est un système économique qui se caractérise par la propriété privée et où les prix et la production de bien sont déterminés par le recours au marché.(…) Il s’agit aussi de mode de production et de structures de propriété du capital qui peuvent différer selon les pays en fonction principalement de leur histoire économique. »

Deux idées quant aux formes du capitalisme s’affrontent. La première tend à penser qu’il y aurait une convergence des modes de production et de gouvernance de l’entreprise. Et au contraire, la deuxième serait qu’il existerait une pluralité des formes de capitalismes.

Quand on parle de forme de capitalisme, on fait référence à deux modèles principaux : le modèle anglo-saxon (britannique et américain) et le modèle rhénan (allemand et japonais).

Nous nous demanderons dans quelle mesure les formes du capitalisme tendent à s’unifier ?

Pour y répondre nous verrons d’abord qu’il y a une pluralité des formes du capitalisme, en mettant en avant les différences entre le modèle anglo-saxon et le modèle rhénan. Et nous verrons, que cependant, certains indices laissent à penser que les formes du capitalisme tendent à s’unifier, à converger vers le modèle anglo-saxon.

**I) La pluralité des formes du capitalisme**

Modèles rhénan et anglo-saxon peuvent se définir l’un par rapport à l’autre.Ainsi, le modèle anglo-saxon se distingue par opposition au modèle rhénan incarné par le Japon et l’Allemagne.

**A) DES REGIMES DE PRODUCTIONS DIFFERENTS SELON LES MODELES**

Un régime de production c’est une « organisation de la production par des marchés ou des institutions marchandes ; il s’agit donc du cadre fixant les incitations et les restrictions des acteurs du système capitaliste (entrepreneurs, consommateurs, employés, actionnaires). Les régimes de production se distinguent à partir de quatre éléments : le système financier, le marché du travail, les relations interentreprises et le système de formation professionnelle. »

Michel Albert différencie deux modèles : le modèle anglo-saxon et le modèle rhénan.

Dans le modèle anglo-saxon, modèle l’Etat est un Etat-providence qui ne garantit qu’une protection minimale, ainsicela accroit la responsabilité individuelle. L’Etat est un gardien des règles du jeu, il se même peu des affaires économique et donne la priorité à la régulation après, souvent une phase de dérèglementation.

Le niveau de coordination interentreprises est faible. L’entreprise est considérée plus comme un concurrent qu’un partenaire.

C’est le marché qui détermine les standards techniques ou ceux qui concernent la formation.

En ce qui concerne le système financier : les entreprises sont cotées à la Bourse qui leur fournit les capitaux dont elles ont besoin. Il y a une prise de risque plus élevée que pour le modèle rhénan. Le coût du capital est aussi plus élevé.

Quant aux relations interentreprises : l’environnement est très concurrentiel, relation anti-trust très stricte. Les OPA sont des pratiques courantes. La propriété d’actions est répandue (les managers sont rémunérés en partie par des stock-options et sur la création de valeur).

Dans le modèle rhénan, pour les relations interentreprises, il y a une tradition de coopération accentuée par de nombreuses participations croisées qui incluent le niveau de management par un jeu r de présence dans les directoires et les conseilles de surveillance ou d’administration. Le recours aux OPA est rare.

**B) LES ELEMENTS DE LA GOUVERNANCE D’ENTREPRISE DIFFERENT SELON LES MODELES**

**«**La corporate gouvernance peut être définie comme le cadre juridique et contractuel qui règle la coopération et la coordination des organes de production, de gestion, de surveillance, ainsi que tous ceux qui ont des intérêts dans l’entreprise ».

>Le système financier : \* dans le modèle anglo-saxon, il y a une prédominance du marché du travail, la vision est à court terme et les risques sont élevés.

\* dans le modèle rhénan, il y a prédominance bancaire, le financement est à long terme, système de la Hausbank.

**>**Le marché du travail : \* dans le modèle anglo-saxon : dérèglementation du marché du travail, absence d’une cogestion réelle.

\* dans le modèle rhénan : les relations de travail sont coopératives, existe la cogestion, les syndicats sont actifs, il y a des négociations salariales au niveau national ou par branche.

>Les relations interentreprises : situation de forte concurrence dans le modèle anglo-saxon et coopération entre les entreprises pour le modèle rhénan.

>Le système de formation professionnelle : dans le modèle anglo-saxon, les connaissances sont plutôt générales, la formation est courte. Alors que dans le modèle rhénan, le système d’apprentissage est tendu, la formation continue est intense, et il y a une forte participation des fédérations professionnelles et syndicales.

**II) LES FORMES DU CAPITALISME TENDENT A S’UNIFIER**

La mondialisation entraîne une convergence des modèles du capitalisme au profit du modèle anglo-saxon. On remarque de plus en plus qu’il y a plus de flexibilité, moins de rigidité. On observe qu’il y a également une désintermédiation : un moindre recours au financement intermédiaire (par les banques) et de plus en plus recours au financement direct. Et une partie de cette diffusion du modèle anglo-saxon est dûe à la mondialisation.

POURQUPOI Y A-T-IL CONVERGENCE DES MODELES DE GOUVERNANCE ?

A cause des activités des investisseurs internationaux, du rapprochement des règlementations nationales, coopération et fusions boursières, prolifération des codes de bonnes pratiques

Intéressons-nous plus particulièrement aux effets de la mondialisation.

**A) MONDIALISATION ET TRANSMISSION DES MODE**

**Le cadre général de transmission des modèles**

L’hégémonie britannique dans le 19e siècle a donné lieu à une imitation de ce modèle économique par les pays suiveurs à savoir : la France, la Belgique, l’Allemagne, les Etats-Unis et d’autres pays comme l’Inde. Cependant, la transmission du modèle s’effectue à des rythmes différents. Karl Max avait constaté que le modèle d’un pays développé n’offre qu’une image de l’avenir aux pays moins développés. D’autres analyses, notamment celle de Walter Rostow, présente l’adoption d’un modèle économique comme un chemin inexorable par le quel passent toutes les sociétés. Cette analyse se base sur le constat d’existence de cinq étapes d’évolution : société traditionnelle, conditions préalables, démarrage, progrès vers la maturité et ère de consommation de masse. Ce cas de figure est loin d’être vérifié dans l’histoire comme l’appropriation du modèle tient compte des conditions qui caractérisent le pays importateur. La transmission du modèle est donc un processus complexe et souvent parsemé d’entraves, le chemin emprunté peut aboutir aux résultats escomptés comme il peut déboucher sur des dérapages néfastes.

**Mondialisation et rythmes de diffusion des modèles**

L’époque moderne est caractérisée par un phénomène de mondialisation qui tend à estomper les frontières entre les firmes et les états par l’effet des multinationales et des accords de libre échange. Cela a consolidé des tendances contradictoires de réversibilité à l’intérieur même des modèles dominants, les turbulences du contexte mondial induisent le basculement vers une ère de la " grande transformation "

La mondialisation apparaît comme une alternative au courant keynésien relancé par la mise en place du système Bretton Woods, et diffusé massivement dans les ‘30 glorieuses’. Les économies anglo-saxonnes constituent le catalyseur de la mondialisation en permettant une dynamique à dominante financière basée sur la déréglementation et la mouvance des flux financiers.

**B) L’IMPACT DU MODELE ANGLO-SAXON**

La politique de l’Union européenne offre un exemple éloquent sur l’influence du modèle anglo-saxon. En effet, le marché européen n’a guère cessé de tendre vers le libéralisme et la déréglementation et de suivre en conséquence les traces du modèle anglo-saxon britannique initié par M. Thatcher. La France qui se situait entre le modèle anglo-saxon et le modèle rhénan a dû, à partir des années 80, se rallier au premier modèle malgré l’insuffisance des ressources financières en fonds propres. Cette tendance se manifeste pour la France notamment dans le gouvernement d’entreprise par la montée en puissance d’un système qui privilégie l’actionnariat. Cet aspect n’est pas le seul symptôme d’un modèle anglo-saxon qui se diffuse en France, plusieurs études récentes ont montré d’ailleurs, la convergence du modèle français vers le système anglo-saxon.

**Mobilité et flexibilité**

Le nouveau rythme imposé par la mondialisation a induit une tendance accrue pour le changement et la mobilité. Cette tendance est observée aussi bien dans la stratégie des entreprises comme moyen de faire face à la concurrence que dans la vie quotidienne des individus caractérisée par la mobilité du domicile, de l’emploi et des préférences. La mobilité et la flexibilité vont de paire dans ce contexte de " création destructive " qui fait de l’individualisme et l’impératif de compétitivité la force d’attraction du modèle anglo-saxon.

**Economisme et financiarisation**

Le marché joue un rôle central dans ce mouvement qualifié de turbo capitaliste. C’est la loi de l’offre et de la demande qui détermine les prix et les enjeux de pouvoir entre les acteurs économiques dans une logique de libéralisme qui fait fi des règles d’éthique. L’économisme anglo-saxon considère l’entreprise comme un lieu où convergent les intérêts des salariés, des managers et des actionnaires. Cette logique est différente de la conception asiatique qui fait de l’entreprise une communauté d’entraide pour aboutir à des objectifs communs. En effet, l’entreprise asiatique, à la différence de la firme anglo-saxonne, favorise la solidarité et donne priorité au dialogue social avant d’avoir recours au licenciement comme solution ultime. La dynamique financière reste à l’origine des problèmes et dérapages que connais les entreprises anglo-saxonnes ; les managers subissent la pression des financiers et des actionnaires, leurs stratégies reposent en conséquence sur des restructurations brutales qui considèrent souvent l’employé comme un simple moyen de production.

**Pour conclure,** il existe donc réellement différentes formes du capitalisme. Celles-ci sont caractérisées chacune par leur propres régimes de production et leur régime de gouvernance. Tel est le cas par exemple du modèle anglo-saxon et du modèle rhénan. Mais la mondialisation pousse ces différents modèles à s’unifier. Même s’il paraît que cette convergence se fasse ay détriement du modèle rhénan, il se pourrait que d’autres modèles du capitalisme répondant plus efficacement aux exigences de la mondialisation voient le jour.

**BIBLIOGRAPHIE**

Markus GABEL, «  Unification ou pluralité des formes du capitalismes ? », *Les cahiers français*, numéro spécial : Les nouvelles logiques de l’entreprise, n° 309, juillet- août 2002

David HALE et Lyric HUGHES HALE, « Le formidable essor économique de la Chine » [trad. D’Isabelle Asenkat], *in Problèmes économiques*, n° 2846, 3 mars 2004

Laurent MAUDUIT , « Du capitalisme rhénan au capitalisme américain, la mutation de l’économie s’accélère », *Le Monde,* 29 juillet 2003

1. Ne pas confondre avec la profitabilité !! [↑](#footnote-ref-1)